



Iran : Empêchons l'exécution de Sharifeh Mohammadi, défenseuse des droits citoyens et du travail !

Le 4 juillet dernier, Sharifeh Mohammadi a été condamnée à mort. Son seul "crime" est de défendre les droits des citoyen-nes, ainsi que d'avoir aidé il y a une dizaine d'années à la création d'organisations ouvrières indépendantes du pouvoir en place.

Derrière les barreaux depuis le 5 décembre 2023, elle a été depuis soumise à de multiples mauvais traitements :

- maintien à l'isolement pendant plusieurs mois,
- privation de visites de sa famille, et notamment de son jeune enfant,
- refus pendant une longue période de lui permettre de communiquer par téléphone avec ses proches.

Suite à une plainte qu'elle a pu finalement déposer, il est maintenant établi qu'elle a été gravement torturée à plusieurs reprises.

Nous demandons aux dirigeants de l'Etat iranien :

- l'annulation de la condamnation à mort de Sharifeh Mohammadi,
- sa libération immédiate et l'arrêt des poursuites à son encontre,
- l'arrêt de l'usage de la torture,
- l'abolition de la peine de mort,
- la libération de l'ensemble des détenu.es d'opinion

Paris, le 12 juillet 2024

Confédération française démocratique du travail (CFDT)

Confédération générale du travail (CGT)

Fédération syndicale unitaire (FSU)

Union syndicale Solidaires

Union nationale des syndicats autonomes (UNSA)